

L'Aigle Infos

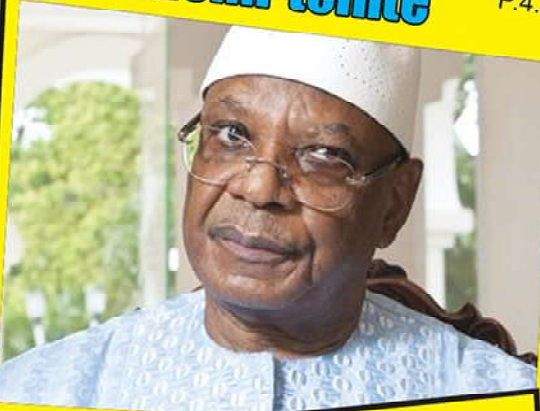
L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°207 du lundi 17 janvier 2022- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Ibrahim Boubacar Keïta

Une présidence en demi-teinte P.4.5



PEDN

Lansana Kouyaté de retour au bercail P.3



Réconciliation

Foniké Menguè met en garde contre l'extrémisme P.2



Décès de Aminata Touré

Les hommages du colonel Mamadi Doumbouya et de Cellou Dalein Diallo P.2

Cour d'Appel de Conakry

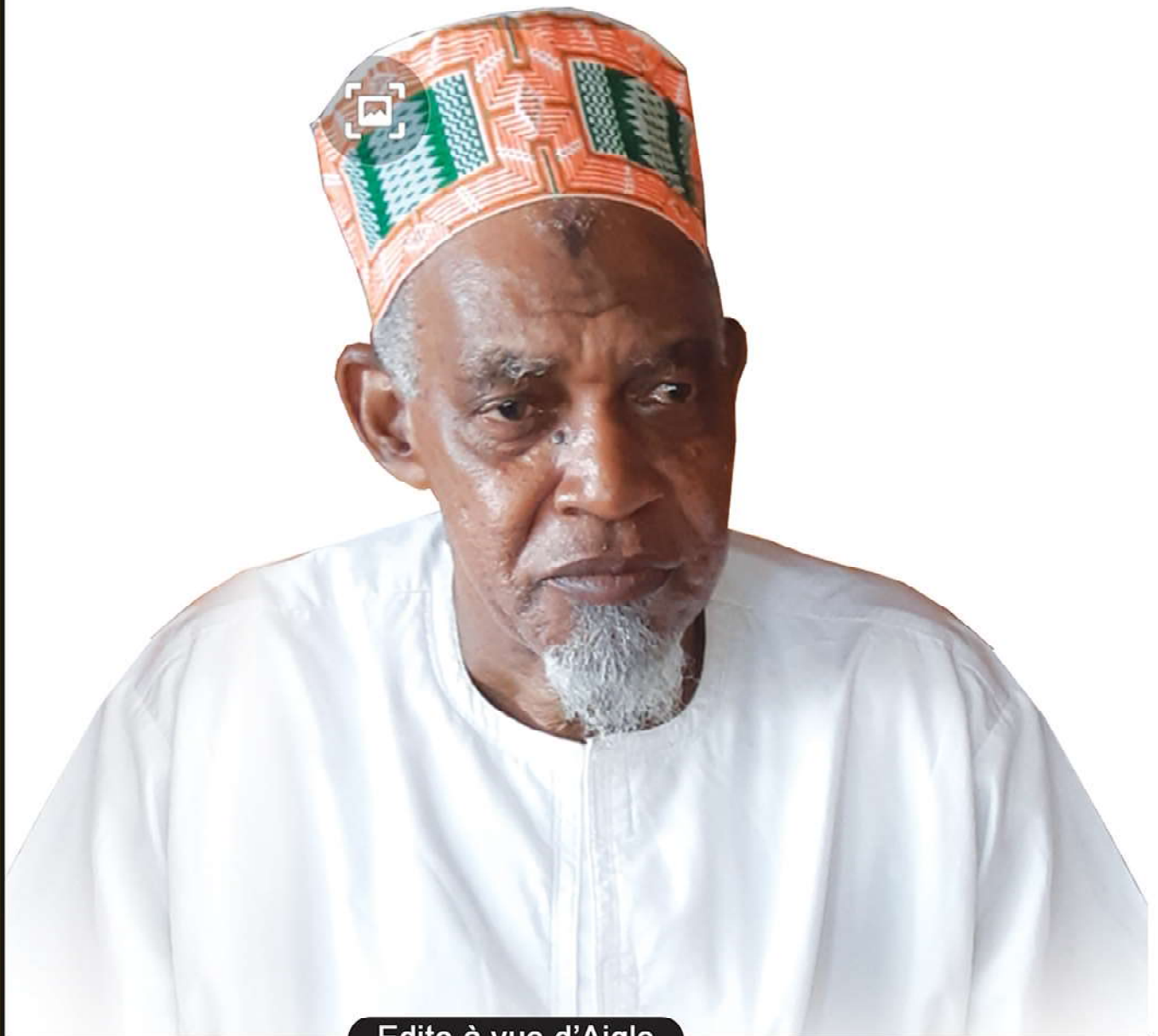
Les grandes annonces du nouveau procureur général P.5

RPG

Des jeunes du parti dans la famille Dalein pour plaider la cause des Gnelloy P.5

HAMDALLAYE II EN DEUIL

Le premier imam de la mosquée Diakitéya n'est plus ! P.3



Edito à vue d'Aigle

La classe politique à la croisée des chemins

Le moins qu'on puisse dire et écrire aujourd'hui, c'est que la classe politique guinéenne est à la croisée des chemins. Sous Lansana Conté, feu Jean Marie Doré, président de l'UPG, est allé jusqu'à traiter l'opposition guinéenne d'opposition la plus bête d'Afrique. Sous le règne d'Alpha Condé, elle s'est surtout illustrée dans les manifestations au cours desquelles l'on a enregistré des morts et des dégâts importants. Ce qui donne raison à l'ancien Premier ministre de la transition CNDD. Le souhait le plus ardent serait que cette classe politique se renouvelle enfin et change de stratégie pour jouer pleinement et sérieusement son rôle dans le processus de démocratisation de notre pays... P2

Edito à vue d'Aigle



La classe politique à la croisée des chemins

Le moins qu'on puisse dire et écrire aujourd'hui, c'est que la classe politique guinéenne est à la croisée des chemins. Sous Lansana Conté, feu Jean Marie Doré, président de l'UPG, est allé jusqu'à traiter l'opposition guinéenne d'opposition la plus bête d'Afrique. Sous le règne d'Alpha Condé, elle s'est surtout illustrée dans les manifestations au cours desquelles l'on a enregistré des morts et des dégâts importants. Ce qui donne raison à l'ancien Premier ministre de la transition CNDD. Le souhait le plus ardent serait que cette classe politique se renouvelle enfin et change de stratégie pour jouer pleinement et sérieusement son rôle dans le processus de démocratisation de notre pays.

A la mi-septembre, soit quelques jours après sa prise de pouvoir, l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales, le colonel Mamadi Doumbouya, a initié une série de rencontres avec toutes les forces vives de la nation pour parler essentiellement de la transition. Quatre mois après, à la faveur de la présentation des vœux de nouvel an, le président de la transition continue de recevoir au palais Mohammed 5 pour des échanges francs et sincères autour d'un repas: diplomates, associations de presse, opérateurs économiques, organisations de la société civile.

Le samedi 15 janvier, le tombeur d'Alpha Condé a rencontré à son palais les acteurs politiques, les sages des coordinations régionales et les religieux.

La finalité de la transition étant l'organisation des élections, cette rencontre avec la classe politique ne pouvait en aucun cas passer inaperçue. Tous les partis politiques considérés à juste raison comme les poids lourds de la scène politique

guinéenne étaient représentés au palais Mohammed 5: le RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir), l'UFDG, l'UFR, le PEDN, le PADES, le BL, etc.

Comme il fallait s'y attendre, la question relative à la mise en place du CNT a été abordée. Mais de l'aveu même d'un leader politique ayant pris part à la rencontre, les partis politiques n'ont pas du tout facilité la tâche au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Au lieu de se mettre d'accord pour le choix de leurs 15 représentants au CNT, les partis politiques ont déposé une centaine de dossiers de candidature. Il va falloir donc faire le tri pour constituer le CNT.

Pour rappel, le colonel Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD ont promis de rassembler les Guinéens, de procéder à la refondation de l'État et d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet. Des élections auxquelles ils ne seront pas candidats.

Kèfina Diakité

Décès de Aminata Touré Les hommages du colonel Mamadi Doumbouya et de Cellou Dalein Diallo

Aminata Touré, maire de Kaloum et fille aînée de feu Ahmed Sékou Touré (premier président de la Guinée indépendante) est décédée le mercredi 12 janvier 2022 au Maroc, des suites de maladie.



A cette douloureuse occasion, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, à travers la Direction de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République, a présenté ses condoléances les plus attristées à la famille biologique de l'illustre disparue et au peuple de Guinée. «La Présidence de la République a le regret de porter à la connaissance du peuple de Guinée, le décès de Madame Aminata TOURÉ jusque-là maire

de la commune de Kaloum et fille aînée de l'ancien président feu Ahmed Sékou TOURÉ. Décès survenu au Maroc des suites de maladie.

En cette douloureuse circonstance, le Chef de l'État, Colonel Mamadi DOUMBOUYA et l'ensemble du Gouvernement présentent les condoléances les plus attristées à la famille éplorée et au peuple de Guinée.

Que l'âme de la regrettée Aminata Touré repose en paix.»

indique le communiqué de la Direction de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République.

Des leaders politiques ont également rendu hommage à l'épouse de feu Maxime Camara du légendaire Hafía 77. C'est le cas par exemple du président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo qui, sur sa page Facebook, a réagi en ces termes: «C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de Mme Aminata Touré, maire de la Commune de Kaloum. J'ai connu Amie Touré au Lycée de Labé qu'elle fréquentait en même temps que moi au début des années 70. Bien que fille aînée du PRG, Amie était studieuse, respectueuse et d'une humilité qui forçait l'estime aussi bien des élèves que des professeurs de l'établissement. Je crois qu'elle est restée toute sa vie durant fidèle à ses valeurs. Que la terre de Guinée lui soit légère et qu'Allah l'accueille dans Son Paradis Éternel. Amine »

Que l'âme de Hadja Aminata Touré repose en paix. Amen!

Kèfina Diakité

Réconciliation Foniké Menguè met en garde contre l'extrémisme

Dans une tribune publiée dans la presse, Oumar Sylla alias Foniké Menguè dit avoir été touché par le poste d'un jeune et soutient que pour le salut de la Guinée, personne ne devrait être extrémiste.



« Chacun de nous peut s'impliquer pour mettre fin au débat : « Traitre ou bourreau » d'ailleurs ce sont des mots qui

n'ont pas leurs places dans mon vocabulaire linguistique. Et ce sont des mots au lieu de calmer le jeu, l'enflamme constamment. Je peux me tromper hein! Mais je pense qu'en tant que citoyen guinéen, nous avons tous un rôle à jouer pour le renforcement de la cohésion sociale, le vivre ensemble et pour ne plus jamais que notre histoire nous divise. Et ça on peut le faire bien même avant l'intervention de l'Etat et son département de la justice.

La justice? Bien sûr que je la recommande vivement à l'Etat qui relève d'ailleurs de sa compétence.

(Suite à la page 3)

Réconciliation Foniké Menguè met en garde contre l'extrémisme

Comme toujours, je le dis aujourd'hui et encore, tous ceux qui ont perdu des parents dans les problèmes politiques en Guinée, sachez que je m'incline pieusement devant leurs mémoires, je partage votre douleur et je ne cesserai jamais de vous consoler car, il est toujours difficile de perdre un parent.

Je formule le souhait que chacun dans la mesure du possible accepte de pardonner son prochain pour Dieu, pour la Guinée et son unité nationale.

Pour le salut de la Guinée, je recommande vivement que personne ne soit extrémiste car l'extrémisme conduit à la radicalisation, et la radicalisation est synonyme de l'extrémisme vice versa.

Chers compatriotes, je suis d'accord que chacun à sa vérité et position mais prière de dépassionner le débat, accepter ainsi de le faire? serait déjà certainement un pas vers la réconciliation avec notre histoire commune.

J'enregistre déjà dans mes messageries quelques messages de quelques citoyens qui commencent à comprendre ma démarche suite à des échanges que nous avons eu en privé. Cela est pour moi déjà une victoire pour nous tous car, ça renforce le lien social et ça

facilite la cohabitation des uns aux autres.

J'espère que ceux qui liront ce présent texte, seront les futurs citoyens qui comprendront le sens et l'importance d'une telle démarche.

Nous sommes tous des guinéens, toutes communautés confondues, donc tant que c'est possible, pardonnons-nous, aimons-nous, acceptons-nous dans la diversité d'opinion. Cela sera également bénéfique pour notre jeune démocratie.

Ceux qui ont des contributions pour cette mission citoyenne, sachez que je suis à votre écoute.

Qu'on me critique, qu'on m'insulte, à tort ou à raison, j'accepte tout mais je ne reculerai pas devant cette responsabilité.

En tout cas, tant que j'aurai la possibilité d'œuvrer pour réconcilier mes frères et sœurs de mon pays, j'essayerai de jouer mon petit rôle, même si j'échoue mais j'aurai essayé quand même.

Je vous aime tous sans distinction, aucune.

Que Dieu bénisse la Guinée et son peuple surtout qu'il apaise nos cœurs. », a écrit Foniké Menguè.

Tidiane Diallo

Hamdallaye II en deuil Le premier imam de la mosquée Diakitèya n'est plus !

Un autre grand Guinéen s'en est allé. L'imam Yaya, 1^{er} imam de la mosquée Diakitèya, Hamdallaye II, secteur V, (commune de Ratoma) a tiré sa révérence.

Après les Guinéens, l'ex-maire de Ratoma M.Taran Diallo et l'Honorable Yassine Barry de l'assemblée nationale, c'est au tour d'Imam Yaya qui nous quitte le samedi 15 janvier 2022 très tôt le matin, des suites d'une courte maladie à l'hôpital Ignace Deen. L'enterrement a eu lieu au cimetière d'Hamdallaye à 17h. Au moment où nous avons fini de mettre Imam Yaya sous terre, le jeune peintre, Fofana s'écroula en sanglots les larmes aux yeux. « Cet homme que nous venons de mettre sous terre est bon car depuis que mes parents sont venus s'installer dans ce secteur, Imam Yaya n'a jamais cessé de les côtoyer, admirer et les aimer contre vents et marées comme les siens... Et vent debout, il nous a défendus et nous a protégés contre les esprits vengeurs des siens. Ce saint homme s'est démarqué parmi sa communauté en majorité sur cette zone pour défendre et protéger toutes les ethnies clairsemées entre eux. Ce fut aussi le combat de vie de l'ex-maire de Ratoma, feu Taran Diallo. Par contre, feu honorable Yassine Barry durant sa vie, il a mis toutes les ethnies de la Guinée au même pied d'égalité. Feu El Hadj Oumar Kaba Diakitè de Kankan (Kéfina), avant de mourir, c'est à el hadj Mamadou



Yaya Diallo de Pita (Tangan) qu'il avait confié sa famille parmi tant d'autres... Et Imam Yaya l'a assumé jusqu'à son dernier souffle... Imam Yaya est né en 1945 à Pita, précisément à Tangan. Il laisse derrière lui trois épouses et quatorze enfants. Il est le père du jeune intrépide rédacteur en chef du groupe de presse L'Indépendant/Le Démocrate, Amadou Sadjo Diallo. Imam Yaya que Dieu avait fait don d'éloquence, de corpulence, de beauté, de droiture et de piété... Que ma plume discrète et placide n'arrive pas à décrypter de ma mémoire en quelques mots est un saint

qui avait un grand cœur que pour servir sans cesse et sans répit car c'est aujourd'hui depuis que je l'ai connu que j'ai vu un rassemblement social sans imam Yaya au front. Tous ses prêches étaient l'unité des Guinéens, la paix et le développement harmonieux de la Guinée pour tous les Guinéens... Il bénissait les familles des autres ethnies en premier lieu avant de terminer par tout le monde entier des croyants et musulmans. Paix à l'âme de l'illustre disparu. Amen ! »

Kéfina Diakitè

PEDN

Lansana Kouyaté de retour au bercail

Le mardi 11 janvier, Lansana Kouyaté, ancien Premier ministre et président du PEDN, a regagné la Guinée après des années d'absence. Il a été accueilli à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, par de nombreux militants de son parti.



S'adressant aux militants au siège du PEDN, Lansana Kouyaté dira : « Depuis ce matin, beaucoup d'entre vous sont venus ici rester sans manger, probablement même

sans boire. C'est une épreuve, mais tout est épreuve. Quand on milite, tout est épreuve. Quand on a une vision et qu'on veut aller jusqu'au bout, les frustrations il y en a, il y en aura.

Les échecs, il y en a eu, il y en aura. C'est ce qui fait la trame de la vie. On bute, on tombe pour savoir se relever. Il faut se relever d'abord, la deuxième fois vous prendrez beaucoup plus de temps d'analyser pourquoi vous êtes tombés... Mesdames et messieurs, je ne serai pas très long parce que l'attente de mon retour a été très longue, parfois très frustrante, parfois inquiétante aussi. Il n'y pas ce qu'on n'a pas dit. Pour certains, Kouyaté a renoncé à la politique. Non, je ne renonce pas aussi facilement. J'ai entendu toutes sortes de choses. C'est ainsi que nous sommes faits, il faut l'accepter comme tel. Celui qui nous a créés, l'Être Supérieur qui nous a créés, tout le monde ne lui fait pas confiance. Donc,

ça c'est la nature même et c'est comme ça qu'on a été moulé et nous devons l'accepter. Ceux d'entre vous hier qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait marche arrière, je l'ai dit déjà à plusieurs fois, nous leur souhaitons la nouvelle bienvenue. On ne regarde pas derrière quand on doit marcher. Devant, il y a un bonheur que vous cherchez, derrière il y a ce que vous avez vécu, ce que vous avez vécu de douloureux, mais si vous vous mettez à trop regarder en arrière, vous n'allez jamais rattraper le bonheur que vous souhaitez pour votre peuple. C'est pourquoi, je dis, la page doit être tournée mais comme Desmond Tutu le disait quand j'ai eu la chance de le revoir, il ne faut jamais fermer un

livre, il faut lire avant de tourner la page. Si on a ce courage de nous asseoir, dialoguer et savoir ce qui s'est passé, peut-être que la haine qui est aujourd'hui là va se calmer. Il y a beaucoup qui parlent qui ne savent pas naturellement. Quels que soient les préjugés qu'on a, cette Guinée-là ne peut être qu'une famille. Le Bon Dieu n'a demandé à personne d'entre nous comment doit-on composer la famille dans laquelle on vit. Si c'était le cas, nos sœurs, nos frères n'allaient pas être ceux que nous souhaitons... On allait demander l'impossible... »

Tidiane Diallo

Ibrahim Boubacar Keïta

Une présidence en demi-teinte

L'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, est décédé ce dimanche 16 janvier à Bamako, à l'âge de 76 ans. Il a dirigé le pays de 2013 à 2020. Retour sur son parcours politique.

Au pouvoir jusqu'à son renversement par la rue en 2020, le président Ibrahim Boubacar Keïta a longtemps incarné les espoirs de paix des Maliens, confrontés depuis des années à des attaques jihadistes et aux violences intercommunautaires.

Sa première élection à la magistrature suprême, en 2013, dans la foulée de l'intervention réussie de l'armée française contre les islamistes au nord du Mali, avait marqué la fin de la crise la plus grave que ce pays a connue depuis son indépendance en 1960.

On le savait malade. En 2015 déjà, il était donné pour mort lorsqu'il a disparu de l'écran en allant se faire soigner à Istanbul. Puis, en avril 2016, il a été opéré en France d'une « tumeur bénigne », selon le communiqué de presse officiel. En septembre 2020, quelques jours après le renversement de son régime, il fut victime d'un accident vasculaire cérébral qui avait nécessité une évacuation sanitaire vers les Émirats arabes unis. Il était revenu au pays en octobre, suite à un séjour médical d'un mois et demi à l'étranger.

Noceur compulsif

Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, est né le 29 janvier 1945 à Koutiala (sud), à l'époque de la colonisation française. Fils d'un haut fonctionnaire dans l'administration coloniale, le jeune Ibrahim a effectué une partie de ses études secondaires en France, au prestigieux lycée parisien Janson-de-Sailly, avant de revenir passer son baccalauréat à Bamako. Le bac en poche, il repart en France où il fait des études de lettres modernes, d'histoire et de relations internationales. Plus tard, il travaillera à Paris comme chargé de recherches et enseignera les relations internationales à l'université de Paris-Tolbiac. Amoureux de la langue et de la civilisation françaises, l'homme pratiquait un français châtié, ponctuant ses phrases d'imparfaits du subjonctif et de citations littéraires.

IBK a vécu un quart de siècle dans l'Hexagone. C'est pendant ce séjour que le futur président s'est fait une solide réputation de noceur compulsif. De l'aveu de ses amis proches, il aimait la fête, les bons vins et les cigares. Mais cela ne l'empêchera pas dans les dernières années de sa vie d'embrasser l'islam le plus



rigoriste et de se sacrifier au rituel de pèlerinage à La Mecque.

De retour au Mali dans les années 1980, IBK fut tour à tour conseiller du Fonds européen de développement (FED), puis chef d'un projet de développement à l'antenne africaine de l'ONG française Terre des hommes. Il s'engagea en même temps dans la vie politique nationale en rejoignant clandestinement le mouvement démocratique malien qui œuvrait alors pour le renversement du régime dictatorial de Moussa Traoré, en place à Bamako depuis 1968. Il se revendiquait de gauche.

L'intérêt pour la politique du président Keïta date de ses longues années parisiennes au cours desquelles il milita au sein de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), mouvement connu pour ses prises de position proches de l'extrême gauche. C'est à la FEANF que le futur chef de l'État malien fit la connaissance du Guinéen Alpha Condé, de l'Ivoirien Laurent Gbagbo et du Nigérien Mahamadou Issoufou, tous destinés à jouer des rôles de premier plan dans leur pays respectif.

Membre par ailleurs de l'Internationale socialiste, IBK fréquenta dès les années 1990 les futurs responsables socialistes français (François Hollande, Manuel Valls et Laurent Fabius notamment) dont les chemins croiseront le sien lorsqu'il accèdera à la présidence de son pays en 2013.

Un homme à poigne

À la fin des années 1980, le Mali est à la croisée des chemins. La fin de la guerre froide avait accéléré le processus

démocratique en marche dans le pays. Mais comme le lieutenant Moussa Traoré, à la tête du pays depuis 24 ans, refusait d'abandonner le pouvoir, des émeutes éclatèrent dans les grandes villes. Ces troubles débouchèrent sur un coup d'État militaire. Traoré est jeté en prison et un autre militaire, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, prend alors les rênes du pouvoir. Sous la pression internationale, le nouvel homme fort de Bamako promet de rendre rapidement le pouvoir aux civils. Ce sera chose faite dès 1992 avec l'organisation des premières élections libres et transparentes, dans le cadre d'une nouvelle Constitution instaurant le pluralisme politique et un système présidentiel. Candidat de la société civile, Alpha Oumar Konaré est élu président.

IBK, l'un des membres fondateurs du parti Adema (Alliance pour la démocratie au Mali) qui avait porté le président Konaré au pouvoir, devient alors le conseiller diplomatique du nouveau chef de l'État du Mali. En 1993, Konaré le nomme ambassadeur en Côte d'Ivoire, avant d'en faire son ministre des Affaires étrangères, puis son Premier ministre.

IBK restera à la primature de 1994 à 2000, faisant preuve d'une longévité record à ce poste. Gérant avec une très grande fermeté les diverses tensions qui minent le pays à l'époque – rébellion touarègue, contestation des militaires, grève estudiantine –, il se taille la réputation d'homme à poigne, tout en s'imposant comme un négociateur habile, capable de canaliser les mécontentements. Son savoir-faire lui vaut alors le surnom de « *kanketigui* » qui signifie en bambara « *l'homme qui n'a qu'une parole* ».

Or ses succès en tant que gestionnaire de crises ne suffisent pas à l'ambitieux Premier ministre malien pour obtenir l'investiture du parti au pouvoir pour le scrutin présidentiel de 2002. IBK claqué alors la porte d'Adema pour fonder son propre parti, le Rassemblement pour le Mali (RPM), mais il est supplanté à la présidentielle par le fringant militaire Amadou Toumani Touré, alias ATT. Ce dernier le nomma au perchoir afin de garder le turbulent concurrent à ses côtés.

Nouvelle douche froide en 2007, avec une nouvelle défaite électorale face au président sortant. Cette fois, cependant, IBK se range résolument dans l'opposition et s'attache à peaufiner son profil de présidentiable en attendant son heure. Celle-ci va sonner cinq ans plus tard, lorsque sa candidature est soutenue par une coalition de 35 partis. Néanmoins, le coup d'État militaire de 2012 qui renverse le régime d'ATT oblige Bamako à reporter le scrutin. Enfin, comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est aussi le moment que choisissent les rebelles touareg du Nord pour faire sécession et transformer tout le nord du Mali tombé sous la férule des islamistes en une théocratie musulmane indépendante régie par la charia.

IBK tient sa revanche

En janvier 2013, à la demande des autorités de transition malienne, les militaires français interviennent au Mali en soutien de l'armée nationale pour stopper l'offensive islamiste vers le sud et chasser les belligérants en dehors du pays. L'opération militaire française baptisée « Serval » est une réussite partielle avec la dérouté

provisoire des jihadistes. Les conditions sont désormais réunies pour l'organisation de la présidentielle qui avait été reportée.

Le scrutin aura lieu en 2013. Cette fois, IBK tient sa revanche. Auréolé de sa longue expérience politique, le *kanketigui* remporte la présidentielle avec presque 78% des voix sur son adversaire, l'ancien ministre des Finances Soumaïla Cissé. Tacticien hors pair, il s'était appuyé sur son image de l'homme du sérail tout en dramatisant ses prises de distance par rapport au régime de son prédécesseur pour mieux persuader ses électeurs qu'il se situait au-dessus des partis et était le seul capable de garantir l'unité du pays. La population malienne fut particulièrement sensible aux accents quasi gaulliens des discours de campagne d'IBK. Celui-ci n'eut de cesse de répéter que sa candidature était animée par « *une certaine idée du Mali* » et par son désir de restaurer « *l'honneur* » du pays.

Les années IBK au Mali sont marquées par des hauts et des bas. Le travail de reconstruction de l'État malien auquel le nouveau président s'attèle dès le lendemain de son élection est ralenti par les lourdeurs de l'administration malienne et la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays.

L'accord de paix et de réconciliation signé en 2015 entre Bamako et les rebelles touaregs du Nord est sans doute l'avancée la plus importante réalisée pendant le premier mandat d'IBK. Cet accord prévoit des mesures permettant d'isoler définitivement les jihadistes, tout en accordant des pouvoirs décisionnels aux populations locales.

Mais ces mesures tardent à se traduire par des changements concrets sur le terrain. Cette lenteur des réformes à laquelle viennent s'ajouter d'autres problèmes de fond liés à la justice, la corruption, la pauvreté, l'insécurité et les conflits intercommunautaires, alimentent la colère populaire, sans pour autant réussir à empêcher la réélection d'IBK à la présidence en 2018. Il remporte le scrutin avec 67,17 % de suffrages.

D'emblée, le second mandat d'IBK est hanté par les

(Suite à la page 5)

Ibrahim Boubacar Keïta

Une présidence en demi-teinte

problèmes que le chef de l'État malien n'a pas su régler pendant son premier quinquennat, à savoir le retour à la paix et la question de l'insécurité. En dépit des interventions étrangères, les violences jihadistes se poursuivent et s'étendent au centre du Mali et aux pays voisins. À cela s'ajoute une situation sociale délétère qui s'aggrave en 2020 sous le double impact de la crise économique et la pandémie de Covid-19.

En juin 2020, profitant du mécontentement populaire, l'opposition malienne, longtemps divisée, se constitue en une coalition hétéroclite réunissant opposants politiques, guides religieux et membres de la société civile. Le « Mouvement du 5 juin » organise plusieurs

manifestations, réclamant la démission du président Keïta, accusé de mauvaise gestion et de corruption.

Le 18 août, après avoir été contesté dans la rue des semaines durant, le président malien est arrêté par des militaires qui avaient entre-temps rejoint les manifestants. Ce sont les médiateurs de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) qui arracheront à la junte désormais au pouvoir à Bamako la libération du chef de l'État déchu afin que celui-ci puisse rentrer chez lui et se faire soigner pour ses problèmes de santé.

« J'ai beaucoup à apporter au Mali », aimait répéter le président Ibrahim Boubacar

Keïta qui a cru jusqu'au bout à sa bonne étoile. Ce « musulman cartésien », selon sa propre formule, n'aura pas eu le temps, ni sans doute l'énergie, pour mener à bout sa promesse de réédification de l'État malien.

Décédé à son domicile de Bamako ce dimanche 16 janvier 2022, l'homme aurait eu 77 ans à la fin du mois. Le coup d'État qui l'a renversé en août 2020 a été suivi d'un deuxième en mai 2021, portant à la tête du pays une junte conduite par le colonel Assimi Goïta. Le refus de ce dernier de ne pas organiser des élections démocratiques permettant le retour des civils au pouvoir a conduit la Cédéao à infliger de lourdes sanctions au Mali.

RFI

Cour d'Appel de Conakry

Les grandes annonces du nouveau procureur général

Le mardi 11 janvier 2022, le nouveau procureur général près la cour d'appel de Conakry, Alphonse Charles Wright a rencontré les Officiers de Police Judiciaire pour leur présenter les nouvelles orientations du Parquet Général. Une occasion qu'il mettra à profit pour annoncer la fin de la récréation dans la chaîne pénale.



S'il y a un juge qui a fait parler de lui, positivement, ces dernières années en Guinée, c'est bien Alphonse Charles Wright. A Dixinn et à Dubreka, l'on s'en souvient, il a eu le courage de dire uniquement le droit dans des dossiers éminemment politiques. Sans surprise donc, avec l'avènement du CNRD, il vient d'être promu procureur général près la cour d'appel de Conakry.

Le mardi 11 janvier 2022, il a rencontré les Officiers de Police

Judiciaire pour leur présenter les nouvelles orientations du Parquet Général. Une occasion qu'il mettra à profit pour annoncer la fin de la récréation dans la chaîne pénale. « J'ai dit, je le répète, l'administration centrale de la justice n'a qu'à s'occuper de l'administration centrale de la justice. Un procureur de la République n'a pas à recevoir des injonctions d'un chef de cabinet ou d'un secrétaire général du ministère de la Justice, je suis la seule

porte d'entrée. Un procureur d'instance qui va accepter de recevoir une instruction de l'administration centrale, je vous assure ça aussi je tirerai toutes les conséquences, je suis le seul répondant devant le Ministre de la Justice. Il faut que cela soit clair », a martelé le nouveau procureur général près la cour d'appel de Conakry, Alphonse Charles Wright. Et d'ajouter: « les officiers de police judiciaire, que personne ne vous appelle pour dire tel a dit, tel a dit, parce que la loi a dit que nul n'est tenu d'exécuter un ordre manifestement illégal. Alors, si vous le faites, je ne vous tolérerai pas parce que vous connaissez les punitions... Et moi qui vais vous surveiller, si je ne fais pas mon travail j'aurai trahi le peuple de Guinée, j'aurai trahi M. le Président de la République, j'aurai trahi l'Institution judiciaire. Et je ne trahirai jamais ce pays, je ne trahirai jamais le Président de la République, je ne trahirai jamais la société guinéenne »

Reste à savoir maintenant si ces grandes annonces faites par le très courageux Alphonse Charles Wright seront suivies d'effet. Attendons de voir.

Tidiane Diallo

RPG

Des jeunes du parti dans la famille Dalein pour plaider la cause des Gnelloy

Le 12 janvier, des jeunes, membres du RPG Arc-en-ciel, se sont rendus au domicile de Cellou Dalein Diallo, à Dixinn, pour plaider la cause des Gnelloy qui ont maille à partir actuellement avec la justice.



« On a entamé des démarches parce que la situation qui se présente actuellement sur notre sœur Fatou Gnelloy et son frère, on ne peut pas rester les bras croisés sans faire quelque chose. C'est vrai que la justice est là pour ces genres de situation mais il y a aussi l'humanisme, en tant qu'humain en tant que musulman, on ne pouvait pas rester comme ça bouche bée sans faire quelque chose. Vous savez si déjà vous savez où se trouve le problème, vous devez partir à la source et essayer ensemble de trouver des solutions à ces problèmes. C'est dans ce cadre qu'on s'est levés pour partir voir la famille Dalein parce que c'est elle qui

est la concernée. Et heureusement, on a été accueillis par Hadja Halimatou Dalein, on lui a expliqué l'objectif de notre visite chez eux et éventuellement on a présenté des excuses pour que la famille retire sa plainte contre ses enfants. », a confié Moussa Mara alias "Général Al-Sissi".

En réponse, Hadja Halimatou Diallo, l'épouse du chef de file de l'UFDG a promis de rendre compte à qui de droit. Reste à savoir maintenant si la démarche de ces jeunes de l'ancien parti présidentiel sera couronnée de succès. Attendons de voir.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Secteur privé guinéen

Vivement un patronat unifié

Sur instruction du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, le ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, Dr Bernard Goumou, est parvenu à faire signer un accord entre les trois organisations patronales qui évoluaient à ce jour sur le terrain, à savoir le CNPG, la CPEG et le PAG.



projetent déjà d'aller vers les opérateurs économiques qui affirment n'être pas concernés, sous prétexte que le patronat ne leur rendait pas service et aussi vers d'autres organisations comme la chambre des Mines, la chambre de Commerce, l'Association des industriels, des assureurs pour leur expliquer l'impérieuse nécessité pour le secteur privé de travailler ensemble pour créer des emplois durables. Reste à savoir maintenant si tous les opérateurs économiques entendront les choses de cette façon.

Il faut reconnaître que ces dernières années, les Guinéens ont beaucoup souffert de la division des organisations patronales.

Une situation que les nouvelles autorités entendent certainement corriger.

Pour pouvoir jouer pleinement et efficacement son rôle, le secteur privé se doit de parler d'une seule voix au lieu de s'enfermer inutilement dans des querelles intestines entre patrons à l'ego surdimensionné. Espérons donc que la mise en place d'un Patronat unifié se fera dans une entente cordiale. Ce qui, à coup sûr, permettra de booster les activités d'un secteur privé qui fait face, depuis deux ans, aux nombreuses conséquences de la pandémie de Covid-19.

Tidiane Diallo

Sous Lansana Conté et Alpha Condé, l'on a constaté, avec regret, une division profonde entre les organisations patronales du pays. Ce qui n'est pas sans conséquence sur le secteur privé appelé pourtant à jouer un rôle de premier plan dans un régime de type libéral. Avec l'avènement du CNRD, dans les circonstances que l'on sait, la donne semble changer dans le sens souhaité par l'écrasante majorité des Guinéens. Sur instruction du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, le ministre du Commerce, de

l'Industrie et des PME, Dr Bernard Goumou, est parvenu à faire signer un accord entre les trois organisations patronales qui évoluaient à ce jour sur le terrain, à savoir le CNPG, la CPEG et le PAG. Cet accord prévoit que le président du CNPG assure la présidence du nouveau patronat. Il s'agit de M. Ansoumane Kaba connu sous le nom de Kaba Guiter. Il aura deux vice-présidents: Kerfalla "Person" Camara (KPC) de la CPEG chargé des relations internationales et Ismaël Kéita du Patronat de Guinée (PAG), chargé de la communication. Ils

Décrets

Nomination de cadres à la Présidence, à la Primature et aux AE

Le mardi 11 janvier 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya a nommé plusieurs cadres à la Présidence de la République, à la Primature, aux Affaires Etrangères et aux Infrastructures.

Au ministère des Infrastructures et des Transports, Ibrahima Diari Diallo, précédemment conseiller économique et financier au Ministère des Investissements et Partenariat Public-Privé, est nommé directeur général de la société des chemins de fer de Guinée

A la Présidence de la République, Paul Goa Zoumanigui, précédemment secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger, est nommé conseiller chargé de la diplomatie et de la coopération internationale à la Présidence de la République.

Au ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger, Laho Bangoura, précédemment conseiller chargé de la diplomatie, du développement et des relations internationales à la Primature, est nommé secrétaire général au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger.

Au cabinet du Premier ministre, Fodé Kaba Diaby,

précédemment conseiller chargé des Travaux publics, est nommé conseiller chargé des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat ; Thierno Iliass Baldé, précédemment gestionnaire du projet BOCEJ au Ministère de la Jeunesse et des Sports, est nommé conseiller chargé du secteur privé, du commerce, de l'économie et de l'industrie ; Ibrahima Camara, précédemment conseiller technique principal, est nommé conseiller technique spécial chargé du dialogue social ; Madame Diariatou Diallo, précédemment conseillère chargée de l'inclusion, de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, est nommée conseillère chargée de l'éducation, du genre et de l'inclusion sociale ; Dr Alphonse Sovogui, précédemment médecin et consultant avec le PNUD, est nommé conseiller chargé de la santé et de l'hygiène publique ; Mohamed Condé, précédemment conseiller chargé de l'Action Sociale, des Sports et de la Culture, est nommé conseiller chargé du Sport, de la Culture, du Tourisme et de l'artisanat ; Ismaël Nabé, précédemment conseiller des Investissements et des Partenariats Publics-Privés avec l'Asie, est nommé conseiller chargé des Investissements et des Partenariats ; Victor Daniel Bangoura, précédemment conseiller chargé de la promotion des programmes du contenu local, est confirmé ; Madame Aminata Bangoura, précédemment responsable fiscale et juridique au cabinet FIDECCI, est nommée conseillère juridique ; Aboubacar Camara, précédemment conseiller technique au Ministère de l'Information et de la Communication, est nommé conseiller communication chargé du service de communication à la Primature ; Dr Imédine Touré, précédemment directeur technique du projet d'identification WURI, est nommé conseiller chargé de la Modernisation et des Nouvelles Technologies de l'Information.

Kéfina Diakité

Kéfina Diakité

Fermeture des frontières avec le Mali

La Guinée n'entend pas respecter la décision de la CEDEAO

Dans un communiqué en date du 10 janvier, le CNRD a clairement indiqué en substance que la Guinée ne respectera pas la décision de la CEDEAO relative aux sanctions décrétées contre le Mali.

La CEDEAO a pris le dimanche 9 janvier dernier de lourdes sanctions contre les autorités de la transition au Mali. Parmi ces sanctions, l'on peut citer entre autres : la fermeture des frontières, le gel des comptes à la BCEAO, le rappel des ambassadeurs, etc. Une décision que la Guinée du colonel Mamadi Doumbouya n'entend pas du tout respecter. Dans un communiqué lu hier lundi 10 janvier, à la télévision nationale, le CNRD l'a fait savoir

à travers son porte-parole, Colonel Aminata Diallo.

« Le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) rappelle que le communiqué de la conférence de la CEDEAO, en date du 08 septembre 2021, a consacré la suspension de la République de Guinée de toutes les instances de l'institution sous-régionale.

Le CNRD tient à informer l'opinion nationale et

internationale que la République de Guinée n'a cependant, en aucune façon, associée à la décision du quatrième sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la CEDEAO, en date du 09 janvier 2022, relative aux sanctions prises contre la République sœur du Mali.

En conséquence, le CNRD réaffirme que les frontières aériennes, terrestres et maritimes restent toujours ouvertes à tous les pays frères,

conformément à sa vision panafricaniste.

La République de Guinée réitère sa volonté de respecter ou d'appliquer les conventions, accords et traités bi et bilatéraux », indiqué le communiqué du CNRD signé par le chef d'état-major des forces armées, le colonel Sadiba Koulibaly.

Conseil des ministres

Le compte-rendu de la session ordinaire du 13 janvier 2022

La session ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 13 janvier 2022 de 10h à 12h sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Président du CNRD, Chef de l'État, Chef suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT

DE LA TRANSITION, PRÉSIDENT DU CNRD, CHEF DE L'ÉTAT, CHEF SUPRÊME DES ARMÉES.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL

INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 11 JANVIER 2022.

III. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS.

IV. DIVERS

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

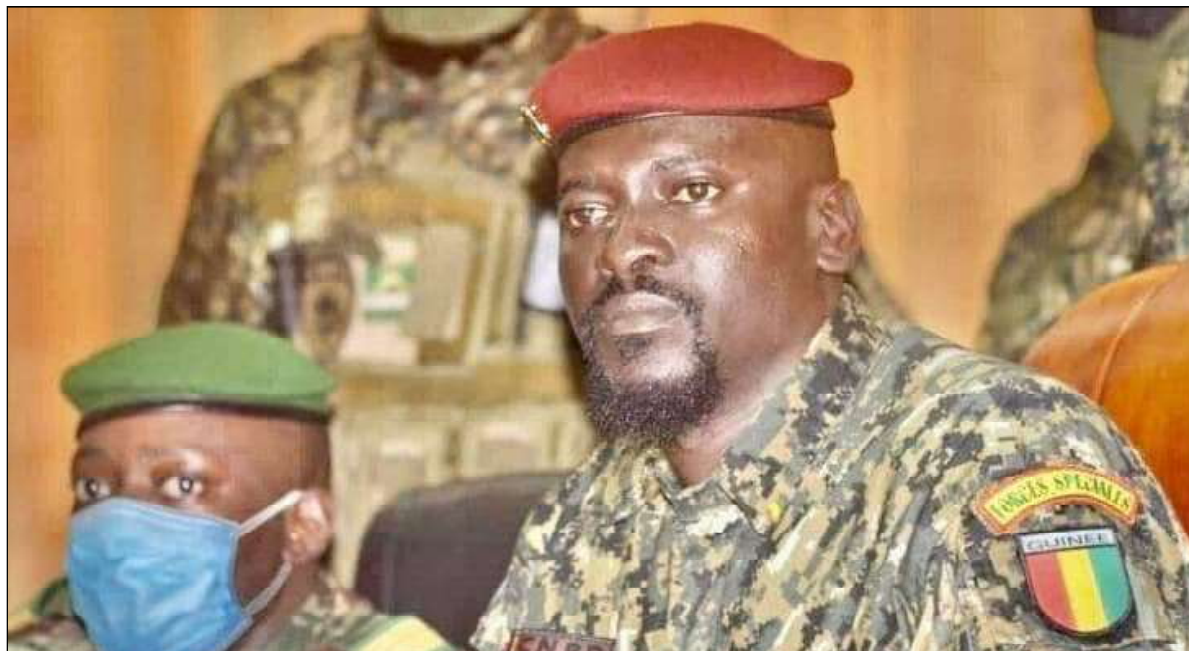
Au titre du premier point de l'ordre du jour, Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, **Colonel Mamadi DOUMBOUYA**, a instruit le Gouvernement de procéder à un réexamen du Cadre organique des départements ministériels en rationalisant le nombre de postes, en limitant par exemple à cinq le nombre de conseillers. Cette restructuration doit également permettre d'éliminer les conflits de compétence.

C'est dans ce même cadre que le Président de la République a instruit le Ministre des Affaires Étrangères, des Guinéens de l'Étranger et de l'Intégration Africaine de prendre rapidement toutes les dispositions utiles pour une réforme profonde et efficace de la diplomatie guinéenne.

Sur la situation des bourses d'études, le **Colonel Mamadi DOUMBOUYA** a instruit le Ministre des Affaires Étrangères de faire la situation des bourses disponibles en collaboration avec les Ambassades.

Pour ce qui concerne le maintien de l'ouverture des frontières avec la République du Mali, le Président de la Transition a indiqué que cette décision devrait permettre de renforcer les liens séculaires d'amitié entre la République sœur du Mali et la Guinée. Il a aussi souligné qu'au vue de l'évolution de la situation, des mesures sont à l'étude pour faciliter la mobilité des personnes et de leurs biens en sécurité.

Au plan des Infrastructures, le **Colonel Mamadi DOUMBOUYA** a indiqué que la finalisation des travaux de bitumage de la Route Nationale N°1 est une priorité. Il a demandé au Ministre des Infrastructures et des Transports



de se pencher sur la question des indemnisations des personnes impactées par le déguerpissement sur le tracé de la route, soulignant toutefois que l'intérêt public doit primer sur les intérêts individuels dans le respect des droits de chacun.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 11 JANVIER 2022.

Dans sa communication, le Premier Ministre, **Chef du Gouvernement, Monsieur Mohamed BEAVOGUI** a évoqué la situation économique du pays rappelant à l'ensemble des membres du gouvernement que le baromètre de la performance économique du pays est l'amélioration du bien-être de la population. Par conséquent, il a instruit au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan de préparer assez rapidement des mesures de relance économique à présenter lors du prochain Conseil de Coordination Économique et des Réformes. De même, il a mentionné qu'il faut commencer à payer toutes les dettes intérieures inférieures à 500 millions de GNF afin de favoriser les Petites et Moyennes Entreprises (PME). En outre, le Premier Ministre a informé le Conseil qu'une grande partie des lettres de mission a été finalisée et que le reste le sera cette semaine. Il a également rappelé aux membres du Gouvernement le circuit adopté pour les projets de décrets à savoir : arbitrage et validation au niveau du Ministre de la Fonction Publique, ensuite transmission pour vérification de conformité au Secrétariat General du Gouvernement, enfin transmission pour révision et visa de la Primature. Le Premier Ministre, chef du Gouvernement

a demandé un respect scrupuleux de ce circuit. Enfin, **M. BEAVOGUI** a invité les Ministres à travailler étroitement avec leurs collaborateurs nommés par décret présidentiel.

Au titre des **communications**, le **Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME** a fait une communication relative à l'organisation de la 2ème édition du Guinea Investment Forum II (GUIF 2) qui se tiendra en marge de la Journée nationale de la Guinée à l'Exposition universelle de Dubaï, du 12 au 14 février 2022.

Au cours du débat, plusieurs membres du gouvernement présents se sont exprimés. Les avis ont porté notamment sur :

- L'utilité de faire circuler une note à ce sujet aux membres du gouvernement.

- L'assurance d'une participation effective de très haut niveau du gouvernement.

- La nécessité que le Ministère du Commerce de l'Industrie et des PME fasse le tour des autres ministères concernés pour discuter de leurs projets respectifs ainsi que leur niveau de maturité.

Le Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation a fait une communication relative à la situation des boursiers guinéens à l'étranger. Après examens minutieux, le Ministre a relevé les dysfonctionnements suivants :

- Le manque de transparence dans l'attribution des bourses aux lauréats du baccalauréat ;

- La faiblesse des bourses payées mensuellement aux étudiants (de 40-60 dollars américain) ;

- La non connaissance des effectifs réels des étudiants boursiers à l'étranger et ;

un financement.

- Optimiser la présence de la délégation guinéenne et saisir l'opportunité pour « vendre » le potentiel économique de la Guinée. A cet effet, les Ministres économiques doivent préparer un document récapitulatif des avantages comparatifs de la Guinée en matière d'investissement.

- Proposer un planning détaillé des différentes activités à mener à Dubaï.

Le Conseil a également remercié et félicité chaleureusement le **Ministre l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation** pour sa communication. Il a remercié également le Ministre Directeur de Cabinet et le Ministre Secrétaire General pour le travail déjà accompli à la Présidence dans le dossier des Boursiers. Enfin, le Conseil a recommandé aux différentes entités de travailler en équipe et dans un premier temps de faire un état exhaustif de l'ensemble des étudiants guinéens à l'étranger. Ensuite de revoir les processus d'attribution des bourses afin d'en assurer la transparence et l'équité. Enfin, il a été recommandé au Ministre Secrétaire General de la Présidence de compiler tous les résultats et de faire des propositions concrètes lors d'un prochain Conseil Interministériel.

IV - DIVERS

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civil a informé le conseil de l'interruption momentanée de la distribution de passeports due au concessionnaire qui ne respecte pas ses engagements.

Le ministre de la Fonction Publique a demandé aux membres du gouvernement de lui faire parvenir la liste de leurs personnels contractuels en vue d'une régularisation potentielle.

Rosa Pola Pricemou,
Ministre de l'Information et de la Communication

- L'absence de politique incitative pour le retour des étudiants diplômés au pays.

Au cours du débat, plusieurs membres du gouvernement se sont exprimés. Les avis ont porté entre autres sur l'exigence d'établir une cohésion entre les services à la Présidence, au Ministère de l'Enseignement Supérieur et au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'alphabétisation dans la gestion des bourses extérieures en Guinée. De même, le Conseil a été informé du travail effectué à la demande de la Présidence dans le cadre de l'assainissement de la gestion des boursiers et l'état des lieux de l'effectif des étudiants guinéens à l'étranger.

RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS.

Au terme du débat, le Conseil a remercié et félicité le **Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME**, et a fait les recommandations ci-après :

- S'assurer que les projets sélectionnés sont en parfaite adéquation avec la vision du CNRD, du Gouvernement et le cadre logique déjà développé.

- Sélectionner prioritairement les projets matures et prêts pour

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

CAN 2021

La Guinée aux portes des huitièmes de finale



Après deux journées, le classement dans le groupe B se présente comme suit: Guinée (4 points), Sénégal (4 points), Malawi (3 points), Zimbabwe (0 point).

La troisième et dernière journée de la phase de groupe se jouera le mardi prochain, avec les affiches suivantes: Guinée-Zimbabwe, Malawi-Sénégal.

Comme on le voit, la Guinée est aux portes des huitièmes de finale de la 33ème édition de la coupe d'Afrique des nations de football, pour le plus grand bonheur de son public sportif.

A rappeler que la seule fois que la Guinée a disputé une finale de CAN, c'était en 1976 en Éthiopie, avec la génération dorée de Chérif Souleymane, Papa Camara, Mamadou Aliou Keïta «N'jolea», Ibrahima Sory Keïta «Petit Sory», etc. Depuis cette campagne éthiopienne, le Syli national de Guinée peine sérieusement à aller au bout de la grand-messe du football continental. Il est à espérer qu'au Cameroun, Naby Keïta «Deco» et ses coéquipiers accepteront de mouiller le maillot pour déjouer tous les pronostics et nous ramener la coupe afin que la Guinée entre enfin dans le cercle restreint des pays vainqueurs de la CAN de football.

Tidiane Diallo

La 33ème édition de la coupe d'Afrique des nations de football se poursuit au Cameroun, avec des fortunes diverses pour les 24 équipes participantes. La Guinée évolue dans le groupe B (basé à Bafoussam) en compagnie du Sénégal, du Malawi et du Zimbabwe.

Le 10 janvier, la Guinée s'est imposée 1-0 face au Malawi. C'est sur le même score que le Sénégal de Sadio Mané a dominé le Zimbabwe.

Le vendredi 14 janvier, le Syli national de Guinée et les Lions de la Teranga (Sénégal) se sont quittés sur un score nul et vierge. Le Malawi est parvenu à battre le Zimbabwe sur le score de 2 buts à 1.

Situation malienne

Ce qu'en pense Dorah Aboubacar Koïta de la société civile

La situation malienne continue de faire réagir. C'est le cas du jeune activiste de la société civile, Dorah Aboubacar Koïta ! Lisez...

« D'abord, nous devons impérativement dépassionner le débat sur la situation malienne et l'aborder avec beaucoup plus d'objectivité et du réalisme. La misère du peuple ne doit aucunement être instrumentalisée.

Aucun soutien nationaliste et panafricaniste aveugle ne doit être exprimé avant de toucher le fond du problème. Certes le peuple malien mérite notre soutien et compassion en tant que peuple qui subit les effets collatéraux des décisions incongrues des dirigeants de la Transition.

Comment peut on demander 5 ans supplémentaires pour une transition qui a déjà fait près de 2 ans ? N'est il pas absurde une telle demande ? Pour faire quoi et quel est le bilan du 18 août 2020 à ce jour ?

Disons nous la vérité, le Mali ne peut pas vivre en autarcie. privilégions le nationalisme intelligent en lieu et place des soutiens aveugles et insincères pour la plupart.

La CEDEAO a incontestablement des manquements et des insuffisances dans les orientations et prises de certaines décisions qui doivent



être revues pour les adapter aux réalités du moment, mais le cas malien est un cas d'école et mérite des résolutions fortes pour contraindre les putschistes à revenir à la raison afin de remettre le grand Mali sur la trajectoire de la démocratie.

Toutes les entités ou acteurs maliens qui ont pris part aux Assises Nationales de la Refondation (ANR) du 13 décembre 2021, et qui ont d'une manière ou d'une autre contribué à la proposition des 5 ans supplémentaires doivent mesurer leurs responsabilités face à l'histoire. Les conclusions

de ces assises sont loin d'être l'émanation du souverain peuple du Mali.

Si nous aimons le Mali, ayons le courage de dire d'abord la vérité aux Autorités de la Transition malienne que ce combat ne doit se faire ni par le muscle, ni le cœur mais plutôt par le cerveau. C'est la seule façon à mon sens de redonner à cette grande et héroïque Nation toute sa dignité.

Que Dieu veille sur le MALIBA et éclaire ses dirigeants et ceux de la CEDEAO. Amen », a réagi Dorah Aboubacar KOITA.

Tidiane Diallo

Mali

La France et l'UE affirment leur soutien aux sanctions ouest-africaines contre la junte

La France et l'Union européenne soutiennent les «sanctions inédites» prises dimanche par les dirigeants ouest-africains contre la junte au pouvoir au Mali, a déclaré mardi 11 janvier le président Emmanuel Macron, en laissant entrevoir de nouvelles sanctions européennes.

«Nous soutenons» la «position très claire et ferme» prise par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), «qui marque la condamnation profonde des dérives de la junte militaire que la France avait à plusieurs reprises dénoncées», a déclaré le chef de l'État français. «Nous sommes totalement solidaires de la région et de la position très courageuse et claire qui a été exprimée dimanche», a-t-il

insisté au cours d'une conférence de presse avec le président du Conseil européen Charles Michel à l'Élysée.

De possibles sanctions européennes

Emmanuel Macron a précisé que les Européens se préparaient à renforcer à leur tour leurs sanctions. Les ministres des Affaires étrangères de l'UE devraient en discuter lors de leur réunion informelle prévue à Brest, dans l'ouest de la France, cette semaine. Et «d'ici à la fin du mois il y aura une réunion formelle pour que l'UE et l'ensemble des pays qui la composent puissent accompagner cette décision de sanctions», selon lui.

Réunis dimanche à Accra, les dirigeants ouest-africains ont décidé de fermer les frontières avec le Mali et de mettre le pays sous embargo, ce qui a suscité

une vive réaction lundi des militaires au pouvoir à Bamako, qui ont rappelé leurs ambassadeurs. Ces mesures sanctionnent notamment la promesse non tenue des colonels d'organiser le 27 février des élections présidentielle et législatives. Depuis le premier putsch d'août 2020, conforté par celui de mai 2021 intronisant le colonel Assimi Goïta comme président de «transition», la Cédéao pousse au retour des civils dans les meilleurs délais.

La junte a appelé mardi les Maliens à manifester vendredi contre ces sanctions, tout en se disant ouverte au dialogue. Par ailleurs, la situation malienne doit être discutée mardi lors d'une réunion régulière du Conseil de sécurité de l'ONU. Emmanuel Macron a insisté sur «la coopération inédite» des pays de l'UE avec les pays sahéliens et

la communauté internationale pour lutter contre les groupes jihadistes actifs dans la vaste région désertique. «Nous allons continuer» à «européaniser notre approche» et à la «régionaliser», ce que confirmeront «les décisions des prochaines semaines», a-t-il affirmé. Le président français avait annulé en décembre le déplacement qu'il devait effectuer au Mali pour rencontrer le président de la transition et célébrer Noël avec les troupes françaises, avançant officiellement la crise du Covid-19.

Au terme de près de neuf ans de présence au Sahel, la France a entrepris en juin de réorganiser

son dispositif militaire en quittant ses trois bases les plus au nord du Mali (Tessalit, Kidal et Tombouctou) pour se recentrer autour de Gao et Ménaka, aux confins du Niger et du Burkina Faso. Ce plan prévoit une réduction des effectifs, de 5000 actuellement, à 2500/3000 d'ici 2023. Parallèlement, Paris a cherché à dissuader Bamako de faire appel aux services du groupe paramilitaire russe Wagner, considéré comme proche du Kremlin, ce que dément Moscou. De plus en plus nombreux, des instructeurs russes ont été déployés ces dernières semaines, notamment à Tombouctou, selon des responsables militaires maliens.

AFP